

# ACTUALITES

Des élus commencent  
à s'impatienter

## À quand le compostage à Montréal?

*Le maire Tremblay  
se fait pousser  
dans le dos par  
les arrondissements  
pour qu'il finance  
au moins des  
projets-pilotes*

JEANNE CORRIVEAU

Malgré le retard considérable qu'elle accuse en matière de compostage par rapport aux autres villes canadiennes, la Ville de Montréal n'a rien prévu dans son budget 2008 ni dans son plan triennal d'immobilisation (PTI) pour l'implantation de la collecte à trois voies. L'administration Tremblay-Zampino envisage toutefois la possibilité de contribuer financièrement aux initiatives des arrondissements qui n'en peuvent plus d'attendre que la Ville passe à l'action.

La région métropolitaine occupe le 25<sup>e</sup> rang dans le palmarès des grandes villes canadiennes en matière de compostage. Alors qu'à Halifax — championne au pays —, 67 % des ménages compostent, seules 9 % des familles le font à Montréal. Invoquant depuis des années les coûts élevés liés au compostage à grande échelle, la Ville de Montréal tarde à prendre des mesures pour implanter la collecte à trois voies sur son territoire. Son budget 2008, présenté la semaine dernière, ne comporte qu'une somme de 6,3 millions de dollars destinée à un programme de collecte de résidus de jardin.

Alors que Québec a fixé pour 2008 un objectif de 60 % de récupération des déchets, incluant les matières putrescibles, l'impatience commence à poindre dans plusieurs arrondissements. C'est le cas du Plateau Mont-Royal. Lors du congrès du parti Union Montréal tenu le mois dernier, des militants du Plateau ont «harcelé» le président du comité exécutif, Frank Zampino, afin que la ville centrale finance des initiatives d'arrondissements, explique la conseillère du district De Lorimier, Josée Duplessis. Leur insistance pourrait porter ses fruits puisque M. Zampino se dit maintenant disposé à envisager le financement de projets locaux, a confirmé hier l'attaché de presse de M. Zampino, Richard Caron. Pour y arriver, il faudrait toutefois piger dans les surplus dégagés à la fin de l'année financière de 2007, ajoute-t-il.



ISMO PEKKARINEN LA PRESSE CANADIENNE

### Les jeunes et l'environnement

Lors du congrès d'Union Montréal, à l'initiative de la Commission jeunesse, les membres du parti, incluant les élus, ont par ailleurs adopté à l'unanimité une résolution proposant que Montréal commence l'implantation de la collecte à trois voies d'ici la fin de 2009. Josée Duplessis estime qu'il est réaliste d'implanter, pour 2008, un projet-pilote pour quelques centaines de résidences du Plateau Mont-Royal. Selon elle, l'arrondissement, qui ne dispose pas de marge de manœuvre en matière de financement, pourrait toutefois assumer les coûts de la collecte des déchets de table en retirant une des deux collectes hebdomadaires de déchets.

D'autres arrondissements pourraient emboîter le pas. Plusieurs éco-quartiers mettent à la disposition des citoyens des sites de compostage, mais les projets-pilotes de collecte à domicile des déchets de table qui ont vu le jour au cours des dernières années n'ont pas eu de suites.

La communauté métropolitaine de Montréal (CMM), qui regroupe 82 municipalités de la région, a reporté de cinq ans l'atteinte de l'objectif de réduction des matières organiques maintenant prévue pour 2013. Pour mettre son plan en œuvre, la CMM réclame que Québec assume 85 % des coûts liés à la construction des équipements de compostage, qui s'élèvent à 300 000 \$, auxquels s'ajoutent les 850 millions nécessaires à la construction de cinq usines de gazéification pour éliminer les «déchets ultimes» qui ne peuvent être recyclés ou valorisés et qui prennent le chemin des sites d'enfouissement.

«Que va faire la CMM si Québec ne finance pas son plan?», demande Karel Ménard, directeur général du Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets. Nous pensons que les municipalités de la CMM doivent d'abord faire leurs preuves avant de penser que Québec investira de telles sommes dans des méga-infrastructures qui, par ailleurs, n'ont

pas fait leurs preuves sur le plan technologique. [...] Est-ce une façon de dire qu'on fait quelque chose, mais qu'on ne fait rien?»

Montréal planche depuis des années sur son plan directeur de gestion des matières résiduelles. Le responsable du développement durable au comité exécutif, Alan DeSousa, assure qu'il sera rendu public en 2008. Il refuse toutefois de dire si l'échéancier fixé pour les matières putrescibles par la CMM sera devancé. «C'est sûr et certain que les installations de nature métropolitaine devront être financées par le gouvernement, soutient-il. Mais je reste optimiste. Chaque fois qu'on a eu une infrastructure métropolitaine, qu'il s'agisse du métro de Montréal ou du traitement des eaux usées, par exemple, Québec a toujours été partie prenante, et ici on parle d'infrastructures pour desservir la moitié de la population du Québec. Dans ce contexte, je pense qu'un milliard de dollars, c'est un montant raisonnable.»

### À Québec

La Ville de Québec a déjà annoncé ses couleurs et vient de lancer un projet-pilote qui débouchera, au cours des années 2009 et 2010, sur l'implantation d'une collecte de résidus de table à grande échelle. Le projet-pilote, qui a débuté cet automne et qui coûtera 300 000 \$, touche 3000 ménages dans quatre arrondissements. Dans les secteurs visés, la collecte des ordures se fait maintenant toutes les deux semaines.

Parallèlement, la Ville étudie les différentes technologies qui pourraient être utilisées pour traiter ces matières. Les taux de participation sont encourageants, commente Marie-Christine Magnan, conseillère en communications à la Ville de Québec, qui précise que ce taux atteint 85 % dans les secteurs comportant des maisons unifamiliales, alors qu'il oscille autour de 75 % dans les secteurs centraux, où on trouve des immeubles de six logements ou moins. «On est très contents, dit-elle. C'est au-delà de nos espérances, mais ça débute et il restera à voir si les taux de participation se maintiendront.»

Le Devoir